



**ETUDE DE LA VULNERABILITE DES SANS - ABRIS EN AFRIQUE :  
LE CAS DU SENEGAL**

**MASTER SPECIALISE EN MANAGEMENT DES ENTREPRISES ET  
DES ORGANISATIONS OPTION : MANAGEMENT DES CRISES  
ET ACTIONS HUMANITAIRES (M2 MAH C0614)**

Présenté par

**NDEYE YAMA GASSAMA**

**Promotion [2014/2015]**



**DEDICACES**

A toute ma famille qui me pousse toujours à mieux travailler



## REMERCIEMENTS

Mes sincères remerciements à « ma personne » DIMKHA pour son soutien inconditionnel et qui m'a guidée

Tout le long de mon travail

Je remercie chaleureusement un grand ami M. BA qui m'a aidée de manière significative dans mes recherches et m'a soutenue moralement.

## **RESUME**

Cette étude s'est intéressée à la situation des sans-abris en Afrique en prenant le cas du Sénégal particulièrement avec un phénomène qui n'existe que dans ce pays : c'est les enfants de la rue qui mendient. Nous avons pu découvrir à travers nos recherches que ce sont des enfants qui quittent le village pour venir à Dakar. La raison principale c'est qu'ils viennent apprendre le coran mais en fait ils sont exploités par leurs maîtres qui les forcent à aller mendier pour rapporter de l'argent. De ce fait, ils deviennent des êtres extrêmement vulnérables dans la rue sans protection, dans l'insécurité totale. Nous avons pu développer dans nos résultats que si ce phénomène existe au Sénégal c'est parce que l'Etat sénégalais ne fait pas suffisamment d'efforts pour le stopper. En effet, il y a peu de programmes d'aide ou de protection des enfants développés par l'Etat ou alors ces programmes sont ponctués par des échecs. Cela s'explique par le fait que l'Etat ne semble pas chercher à endiguer la pauvreté qui sévit dans les zones rurales d'où viennent ces enfants. Dans notre enquête nous avons pu noter aussi que la société sénégalaise, comme l'Etat, sont responsables de la vulnérabilité des enfants car ils croient que la religion musulmane est une religion où on doit souffrir pour la maîtriser donc le fait que l'enfant souffre dans la rue est une chose tout-à fait normale. Ainsi ces croyances et la démission étatique font qu'il sera difficile d'éradiquer ce mal dans ce pays.

### **Mots Clés:**

---

**1 - ENFANTS**

**2 - RUE**

**3 – VULNERABILITE**

**4 – SANS-ABRIS**

**5 -PAUVRETE**

## **ABSTRACT**

This work is about a big phenomenal problem in Africa: the homeless. We've worked specially with the case of Senegal because in this country, the problem of homeless concerned seriously the children. In our research we discovered that many children leave their house and their parents in the village for coming to the city not for learning the Koran but for founding money. In fact they don't have a choice because their master asks them to do it. They live in miserable conditions without protection in an insecure situation. Our topic was to discover why this situation exists in Senegal and not in others countries of West Africa. We found that in Senegal the government failed with execution of children protection programs and seems not be concerned by this problem. We also found that the society is not interested too by the vulnerability of these children because it thinks that it is a normal situation because it is in their culture and Islam asks to suffer before learning it. So the results of the phenomena of homeless children are caused by the own society who believes in a traditional culture and religion and the government which seems not to matter that this is a dangerous situation for the children. Government is not fighting enough to stop poverty in rural area where the children from. So, it won't be easy to stop this problem in Senegal because of the Senegalese mentality, the poverty and because of demission of Senegalese State.

### **Key Words :**

---

**1 - CHILDREN**

**2 - STREET**

**3 - VULNERABILITY**

**4 - HOMELESS**

**5 - POVERTY**



**LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES**

**D.D.P.E./G.V** : Direction des **D**roits de la **P**rotection de l'**E**nfance et des **G**roupes **V**ulnérables

**DSRP** : Document de **S**tratégie de **R**éduction de la **P**auvreté du **S**énégal

**ENDA** Environnement et Développement du Tiers-monde

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PNUD** Programme des Nations Unies pour le **D**éveloppement

**SAMU** : **S**ervice d'**A**ide **M**édicale d'**U**rgence..

**SNPS** : Stratégie Nationale de **P**rotection **S**ociale 2005-2015

**UNESCO** : United Nations **E**ducational, **S**cientific and **C**ultural **O**rganization (en anglais) ou

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

**UNICEF** : United Nations of **I**nternational **C**hildren's **E**mergency **F**und (en anglais) ou Fonds des Nations Unies pour l'Enfance



**SOMMAIRE**

**DEDICACES**

**REMERCIEMENTS**

**LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES**

**LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES**

**SOMMAIRE**

|  |           |
|--|-----------|
| <b>INTRODUCTION GENERALE.....</b>                                | <b>9</b>  |
| <b>PREMIERE PARTIE : APPROCHE THEORIQUE .....</b>                | <b>13</b> |
| CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE GENERALE.....                         | 14        |
| CHAPITRE II : PROBLEME SPECIFIQUE.....                           | 17        |
| <br>   |           |
| <b>DEUXIEME PARTIE : APPROCHE METHODOLOGIQUE.....</b>            | <b>23</b> |
| CHAPITRE I : MATERIELS UTILISES.....                             | 24        |
| CHAPITRE II : METHODES UTILISES.....                             | 26        |
| <br>   |           |
| <b>TROISIEME PARTIE : RESULTATS ET ANALYSES DES DONNEES.....</b> | <b>29</b> |
| CHAPITRE I : LES RESULTATS.....                                  | 30        |
| CHAPITRE II : DISCUSSIONS ET ANALYSE DES DONNEES.....            | 35        |
| <br>   |           |
| <b>CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES.....</b>                          | <b>40</b> |
| <br>   |           |
| <b>BIBLIOGRAPHIE GENERALE.....</b>                               | <b>43</b> |
| <br>   |           |
| <b>WEBOGRAPHIE.....</b>  | <b>44</b> |
| <br>   |           |
| <b>ANNEXES.....</b>  | <b>45</b> |



**LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES**

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 Principales statistiques nationales .....15

Tableau 2 Taux de pauvreté et écart de pauvreté au Sénégal .....18

**LISTE DES FIGURES**

Figure 1 Perception de la pauvreté dans les ménages et les communautés.....19

## INTRODUCTION GENERALE

Le phénomène des sans-abris communément appelé Sans Domicile Fixe a atteint dans ce troisième millénaire un degré d'intensité hors-normes que ce soit en Afrique ou dans les pays développés. Beaucoup d'êtres humains ont un logement mais un nombre plus important est sans logis. On estime que plus d'un milliard de personnes vivent dans la rue ou des taudis.<sup>1</sup> Dans la plupart des grandes villes de la planète, ils sont 100 millions d'enfants sans-abris dépourvus d'eau, de nourriture de, soins.

Cependant, la croissance des sans-abris et des habitats précaires est plus importante en Afrique, en Asie et en Amérique latine, puisque c'est là aussi que la population connaît les taux de croissance les plus élevés. Tous ces chiffres affolants constituent pourtant une réalité qu'il est temps de prendre en compte. En Afrique, la pauvreté, la misère, le manque de ressources atteignent un niveau tel que très souvent des personnes de tous âges race, sexe confondus se retrouvent dans la rue. Ils vivent en marge de la société. Cette situation nous amène à nous poser les questions suivantes : comment, évoluent ces sans-abris dans la rue ? Comment font-ils face aux défis naturels comme le climat (le froid, la chaleur), aux besoins vitaux nécessaires au corps humain comme la nourriture, l'eau ? Comment échapper à la perfidie humaine à travers les viols, agressions, kidnappings dont ils peuvent être victimes ? En fait, toutes ces questions soulignent un fait : les sans-abris sont des personnes extrêmement vulnérables c'est ce qui justifie le choix de notre sujet qui porte sur « L'étude de la vulnérabilité des sans-abris en Afrique : le cas du Sénégal. »

Mais à travers une approche analytique nous allons d'abord définir ce qu'est un sans-abri et ce qu'on entend par vulnérabilité. Si l'on se base sur la définition du sans-abris selon les Travaux de l'Observatoire, ONPES 2007-2008 : « *un sans-domicile est une personne qui a dormi la nuit précédant l'enquête dans un lieu non prévu pour l'habitation [correspondant ainsi aux sans-abri] ou qui a été prise en charge par un organisme fournissant un*

---

<sup>1</sup> Nations unies droit de l'homme ONU- Habitat Le droit à un logement convenable. *Fiche d'information no 21/Rev.1*

*hébergement gratuit ou à faible participation* »<sup>2</sup> L'organisation des Nations unies considère comme étant sans-abris « *les ménages qui ne disposent pas d'un abri entrant dans la catégorie des locaux à usage d'habitation. Ils transportent avec eux le peu qu'ils possèdent, couchent dans la rue, dans les entrées d'immeubles, sur des quais ou dans n'importe quel autre endroit, plus ou moins au hasard* »<sup>3</sup>

Dès lors les sans abris entrent dans cette couche de population vulnérable et Lyne Casavant a fait une étude pour catégoriser les sans-abris les plus vulnérables. Il s'agit d'abord, selon elle, des femmes, des enfants, des jeunes, des personnes souffrant de maladies mentales. Aussi cite-t-elle Kathy Hardill, qui affirme, parlant des femmes : « *Parce qu'elles sont à ce point vulnérables dans la rue, les femmes se voient souvent forcées de cohabiter avec des hommes, dans des relations où elles sont souvent victimes de violence physique, sexuelle et émotive* »<sup>4</sup> Tout porte à croire que les femmes sont encore plus exposées à cause de leur féminité qui devient ici un handicap. S'agissant des jeunes, ils souffrent tout autant car ils sont très influençables. Ils sont rapidement détournés du droit chemin et constituent des proies faciles dans la rue. Lyne Casavant avance à ce propos : « *Les mauvais traitements à l'égard des enfants sont reconnus dans la littérature comme étant un facteur contribuant à l'itinérance des jeunes. Différentes études ont ainsi révélé que plusieurs jeunes sans-abri ont été victimes d'agressions sexuelles, physiques et morales [...] bien que la rue soit un milieu violent pour tous, il l'est encore davantage pour les jeunes et les femmes sans-abri et est souvent synonyme de dangers multiples* »<sup>5</sup>

Par ailleurs, cette relation intrinsèque voire conséquente entre sans abris et vulnérabilité constitue un angle d'étude très intéressant. En effet, les plus grandes causes de ce phénomène de sans-abris et de leur vulnérabilité en Afrique restent surtout l'explosion démographique du milieu urbain. D'ailleurs, on estime qu'entre 2000 et 2010, l'Afrique urbaine aura absorbé 100

---

<sup>2</sup> <http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Marpsat.pdf>; MARPSAT M., Dénombrer les personnes sans domicile aux Etats-Unis, *Courrier des statistiques*, n° 126, janvier avril 2009, p ; 39

<sup>3</sup> *Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 07.XVII.8 P),

<sup>4</sup> Kathy HARDILL, *Developing a Methodology for Survey Research with Homeless Women and Men*, Toronto, Street Health, 1993, p. 21

<sup>5</sup> Lyne Casavant. *La composition de la population des Sans-abris*. Division des affaires politiques et sociales du Canada. Janvier. 1999

millions de personnes supplémentaires.<sup>6</sup> La mauvaise répartition des dépenses sur l'aide publique au logement des gouvernements pose aussi problème, tout autant que des programmes d'urbanisme inefficaces car « *En Afrique, seuls 2 à 12 % environ du montant total des fonds fournis à la région par les donateurs sont affectés à des projets urbains* »<sup>7</sup>

Le phénomène des sans-abris dans les pays africains peut s'expliquer, également par le problème récurrent de l'exode rural. Si on prend le cas du Sénégal qui nous intéresse, il y a une vaste concentration de la population active dans le milieu urbain qu'est Dakar, la capitale ; beaucoup de jeunes quittent le village pour un emploi et une meilleure vie en ville. Ils se retrouvent tout de suite perdus sans emploi car sans diplôme pour la plupart, sans ressources et surtout sans logis. Ils élisent domicile dans la rue. Précisément dans cette fraction des jeunes nous orienterons notre travail de recherche surtout vers les enfants de la rue dans la capitale sénégalaise. Ils sont plus connus sous le nom de talibés. Ce sont des enfants qui quittent de gré ou de force le milieu rural pour venir apprendre le coran à Dakar. Ils sont sous l'égide d'un marabout qui peut même être un parent. Mais une fois à Dakar ils sont livrés à eux-mêmes l'apprentissage du coran devient secondaire leur principal devoir est d'aller mendier dans les rues de Dakar. Très tôt le matin jusqu'à tard dans le soir ils sont dans la rue livrés à tous les dangers. Si certains préfèrent rentrer la nuit au daara (lieux d'apprentissage du coran en wolof) d'autres préfèrent se soustraire aux sévices et maltraitances et rester dans les rues. Ils deviennent donc des fakhmans (terme wolof pour désigner ceux qui vivent dans la rue)

Il ya des enfants de la rue qui ne sont pas talibés mais en désaffiliation avec leurs parents suite à des maltraitances dans la maison. Ils trouvent refuge dans la rue où les attendent des épreuves bien plus dures.

De toute manière le résultat est le même : le nombre d'enfants de la rue augmente de plus en plus à Dakar. Une étude de 2007 sur la mendicité des enfants, rien que dans la région de Dakar, révèle 7600 mendiants, dont les 42% viennent de la sous région. En 2006, une étude

---

<sup>6</sup> Rapport établi par l'ONU-HABITAT sur la Conférence des ministres africains sur le logement et le développement urbain Durban (Afrique du Sud) 31 janvier – 4 février 2005

<sup>7</sup> Rapport établi par l'ONU-HABITAT sur la Conférence des ministres africains sur le logement et le développement urbain Durban (Afrique du Sud) 31 janvier – 4 février 2005

sur la mobilité et la vulnérabilité des enfants a recensé 70000 enfants<sup>8</sup> Si on se réfère au Samu social « *certaines dérives de l'enseignement coranique font affluer à Dakar des hommes accompagnés de plusieurs dizaines d'enfants exploités à des fins économiques, les enfants sont livrés à eux-mêmes, exploitables et exploités, condamnés à vivre en bandes, livrés au vol, à la drogue ou à la prostitution, souvent à la merci d'adultes sans scrupules.* »<sup>9</sup> Il s'avère ainsi que la situation est alarmante et dans toute l'Afrique de l'ouest c'est au Sénégal que ce phénomène des enfants de la rue mendiant existe et ne cesse de proliférer. C'est ce cas de prolifération des enfants de la rue particulièrement au Sénégal qui constituera l'objet de notre étude Pourquoi ce phénomène est typique au Sénégal ? Quelles sont les tentatives de réponses étatiques sur ce phénomène des enfants de la rue au Sénégal ? Quel est l'impact des réalités sociales et culturelles du Sénégal sur ce phénomène ? Ces questions nous amènent à orienter plus spécifiquement notre étude sur la démission étatique et l'indifférence de la société sénégalaise qui augmentent la vulnérabilité des enfants de la rue au Sénégal.

- La première partie s'intéressera à l'approche théorique qui a guidé cette recherche. Il s'agit de deux points: le problème général et spécifique de recherche.
- La deuxième partie se basera sur l'approche méthodologique, constituée par les matériels et méthodes utilisés.
- La troisième partie portera sur les résultats obtenus et les discussions et analyses

---

<sup>8</sup><http://worldnews-aliawa.blogspot.com/>

<sup>9</sup> Propos recueillis lors de l'entretien avec le directeur technique du Samu social M. Coly

# PREMIERE PARTIE : APPROCHE THEORIQUE

Le continent africain est traversé depuis fort longtemps par toutes sortes de fléaux et la pauvreté est celui qui est le plus présent avec des conséquences désastreuses pour les populations africaines. Si pour certains pays cette pauvreté est due à un environnement hostile : sol aride, manque de pluies comme le Niger, le Tchad, d'autres héritent de la pauvreté après des guerres et génocides laissant le pays affaibli sans ressources et totalement à l'agonie. On peut citer à ce propos des pays comme la corne de l'Afrique(Somalie) l'Ethiopie, le Soudan. Le Sénégal n'est concerné ni par l'un ni par l'autre cas, mais comme la plupart des pays africains il n'arrive pas à émerger et la pauvreté y sévit. Le Sénégal cependant a une santé économique plus solide que la plupart des pays frontaliers.

Mais même si cette avancée existe le Sénégal reste un pays pauvre car le niveau de vie des Sénégalais demeure très bas, l'économie n'est pas assez forte pour créer des emplois pour la population active. En effet la production agricole est très faible à cause de l'insuffisance de ressources comme les semences et intrants. Il faut rappeler à ce niveau que les investissements, qui avaient été attribués à la plupart des pays africains par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) pour financer leur économie, ont été improductifs ; entraînant ainsi leur faillite sur le plan agricole<sup>10</sup>. L'agriculture n'est pas le seul secteur à problème au Sénégal si l'on se réfère aux études faites il s'avère que le Sénégal : « a un revenu national brut (RNB) de 540 dollars par habitant, une espérance de vie d'à peine 56 ans et un taux d'alphabétisation qui ne dépasse pas 40% de la population adulte, le Sénégal se place 156 e au classement de 2006 des 177 pays du PNUD pour le développement humain. »<sup>11</sup> Vu ces chiffres, la pauvreté au Sénégal est donc effective mais elle est plus ressentie par une partie de la population sénégalaise, il s'agit du monde rural. En effet dans les zones rurales se trouve la majorité des pauvres et personnes vulnérables ce sont pour la plupart des agriculteurs, cultivateurs, éleveurs, n'ayant que l'agriculture comme source de revenus et l'élevage. Etant principalement au centre, au sud et au nord-est du pays, ces populations sont lésées par une inégalité de la répartition des ressources. L'agriculture d'exportation a presque réduit à néant les systèmes de production traditionnels qui

<sup>10</sup> Joseph. E. STIGLITZ, *La grande désillusion*. Paris, l'g/Le livre De Poche, 2003, p.34

<sup>11</sup> : <http://www.ruralpovertyportal.org/country/home/tags/senegal>

privilégiaient une exploitation de subsistance<sup>12</sup> Elles font les frais d'un accès inégal aux services publics et privés. Le tableau ci-dessous démontrera mieux l'état d'avancement de la pauvreté au Sénégal et marquera l'accent sur la population rurale.

**Tableau 1**

### Principales statistiques nationales

|   |                         |
|---|-------------------------|
| Population (totale) <sup>a</sup>                    | 10,6 millions           |
| Urbaine <sup>b</sup>                                | 42%                     |
| Rurale <sup>b</sup>                                 | 58%                     |
| Taux de pauvreté (total) <sup>a</sup>               | 50,6%                   |
| Population en situation d'extrême pauvreté          | 15,9%                   |
| RNB par habitant <sup>c</sup>                       | US\$820 (US\$1,640 PPA) |
| Indice de Développement Humain (IDH) <sup>d</sup>   | 156/177 (0,499)         |
| Indice de Développement de Genre (IDG) <sup>d</sup> | 134                     |

Sources: a République du Sénégal, 2006b; ESPS 2005-2006 b, c de la Banque Mondiale, World Development Indicators, 2007; d 2005 IDH du PNUD [http://hdrstats.undp.org/countries/country\\_fact\\_sheets/cty\\_fs\\_GNQ.html](http://hdrstats.undp.org/countries/country_fact_sheets/cty_fs_GNQ.html).

Quant aux différentes stratégies de lutte contre les risques de vulnérabilité enclenchées par les autorités étatiques elles sont pour la plupart inefficaces. Cela aggrave la situation de pauvreté extrême de ces populations de l'intérieur du Sénégal. La conséquence la plus grave qu'on peut noter c'est un important flux migratoire qui se développe chez les jeunes les poussant à désertir le village pour la capitale Dakar. Ainsi cette ruée vers la ville se fait dans l'espoir de gagner plus facilement de l'argent plutôt que de rester au village à s'user dans les champs pour ne rien récolter à la fin. Dans cette lancée, certains pères de famille n'ont plus la possibilité d'entretenir leur progéniture nombreuse ce faisant ils préfèrent se débarrasser des enfants en les envoyant à Dakar sous prétexte qu'ils vont apprendre le coran dans les daaras. D'un côté c'est un désengagement des parents qui trouvent le moyen d'alléger leur charge

<sup>12</sup> Jean-Pierre Olivier DE SARDAN, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, APAD/Karthala, 1995, p.120

en ne s'occupant plus de leurs enfants de l'autre c'est un moyen de se libérer la conscience en disant que ce qu'ils font est recommandé par Dieu.

Mais la réalité est toute autre car ces enfants une fois à Dakar sont utilisés par leur tuteur comme monnaie de rechange leur permettant de se faire de l'argent sans lever le petit doigt. Ces enfants en général arpentent les rues de la capitale en mendiant pour manger mais surtout pour avoir l'argent nécessaire imposé par le marabout qu'il faut rapporter au risque de maltraitements et sévices corporels. Quant à leurs conditions de vie, leur santé, leur logis ils sont des plus précaires. Ils ne peuvent se soigner dans les hôpitaux car c'est une dépense de plus pour le marabout ce qui explique qu'ils vivent dans des taudis ou à la belle étoile pour ne pas avoir à payer le loyer. *« Ainsi la situation des enfants de la rue devient une affaire lucrative car le marabout reçoit chaque jour de l'argent mendié par les enfants, il ne paie pas le loyer, ni la nourriture, ni l'électricité ni l'eau. En effet ces enfants se baignent très rarement. De ce fait le prétendu marabout s'enrichit sur le dos des enfants qui prennent tous les risques jusqu'à leur vie. »*<sup>13</sup> C'est malheureusement ce caractère très lucratif qui pousse ce phénomène des enfants de la rue à proliférer au Sénégal Que font les autorités étatiques face à la montée en puissance de ce phénomène ? Et la population sénégalaise pourquoi ne réagit-elle pas ?

---

<sup>13</sup> Propos recueillis auprès de M. Diop animateur a ENDA tiers-monde jeunesse et action le 08/05/15 sis Guédiawaye Dakar

## CHAPITRE II: PROBLEME SPECIFIQUE

L'Etat du Sénégal se dit très préoccupé par le sort des enfants de la rue qui mendient et de ce fait il a créé des structures pour s'en occuper comme le ministère de la protection sociale et des personnes vulnérables. Ce ministre a le devoir d'intervenir dans des situations de vulnérabilité comme le cas des enfants de la rue surtout pour prendre des mesures permettant de créer des lois qui protègent ces enfants. C'est ainsi que la loi 2005-06 relative à la lutte contre la mendicité des enfants au Sénégal a été votée en application des dispositions de l'article 245 du code pénal le 10 mai 2005. Elle interdit aux marabouts de faire mendier les enfants dans la rue sous peine de sanctions judiciaires.

Cependant si cette loi a été votée elle n'a été respectée au Sénégal que le temps d'une rose puisque les enfants n'ont jamais été aussi nombreux à errer dans les rues de Dakar pour mendier s'exposant à tous les dangers. En effet combien de fois dans la vie quotidienne de Dakar a-t-on vu des enfants talibés victimes d'accidents de la circulation? Il n'a jamais été question de marabouts ou autres personnes arrêtées pour avoir fait fi de cette loi alors que les enfants continuent d'investir les rues de la capitale à la recherche de leur pitance. Cette résolution s'est donc avérée un échec puisque l'objectif n'a pas été atteint et que le mal n'a pas été endigué.

Par ailleurs entre autres projets l'Etat du Sénégal parle de renforcement de la protection des enfants vulnérables. A ce propos le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté du Sénégal (DSRP) reconnaît aussi la nécessité d'accorder une plus grande attention à l'amélioration des conditions de vie des pauvres et des groupes vulnérables, notamment les enfants, par l'extension de mécanismes de protection sociale. Ces engagements ont été matérialisés par l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Protection Sociale 2005-2015 (SNPS)<sup>14</sup>. Aussi lorsqu'on interroge le directeur de la protection des droits de l'enfant sur la vulnérabilité des enfants dans la rue, il revient sur les acquis et affirme : « *En 2009, nous*

---

<sup>14</sup> UNICEF La protection sociale des enfants en Afrique de l'ouest étude de cas du Sénégal République du Sénégal (2006a),

[http://www.unicef.org/wcaro/wcaro\\_unicef\\_odi\\_Protection\\_sociale\\_des\\_enfants\\_Senegal.pdf](http://www.unicef.org/wcaro/wcaro_unicef_odi_Protection_sociale_des_enfants_Senegal.pdf)

avons financé 43 micros projets à travers le Sénégal, avec 8000 enfants identifiables et pris en charge par ces projets. Nous avons aussi pris 102 enfants talibés (des enfants exploités soumis au travail et à la mendicité par leur marabout), que nous avons retournés à Niakhéne dans la région de Kolda et à Malem Hodar dans la région de Kaffrine »<sup>15</sup> Mais même si ces mécanismes de lutte fonctionnent ce n'est pas de manière globale car combien d'enfants ne bénéficient pas de ces mesures. Si le directeur parle de 102 talibés qu'on a retournés chez eux, c'est sur un nombre approximatif de 70000 enfants de la rue et vulnérables. Cela devient donc dérisoire de comparer ceux qui sont pris en charge par l'Etat et ceux qui restent encore.

## Tableau 2

### Taux de pauvreté et écart de pauvreté au Sénégal

|   | Taux de pauvreté (recensement)              |  |   | Ecart de pauvreté (comme % du seuil de pauvreté) |  |   |
|---|---|--|---|--|--|---|
|   | En dessous du seuil de pauvreté alimentaire | En dessous du seuil des besoins élémentaires | En dessous du Seuil de pauvreté de US\$1/jour | En dessous du Seuil de pauvreté alimentaire      | En dessous du Seuil des besoins élémentaires | En dessous du Seuil de pauvreté de US\$1/jour |
| Ensemble de la population                     | 19.7  | 65.0   | 34.4  | 4.5  | 22.5   | 9.6   |
| Enfants (de 0 à 14 ans)                       | 20.9  | 66.7   | 38.5  | 4.7  | 23.1   | 10.9  |
| Adultes en âge de travailler (de 15 à 59 ans) | 18.4  | 63.3   | 30.7  | 4.2  | 21.9   | 8.5   |
| Personnes 60 ans et plus                      | 20.8  | 66.5   | 35.2  | 4.6  | 23.1   | 9.4   |
| Hommes  | 20.1  | 65.4   | 35.0  | 4.6  | 22.8   | 9.8   |
| Femmes  | 19.4  | 64.7   | 33.9  | 4.4  | 22.3   | 9.5   |

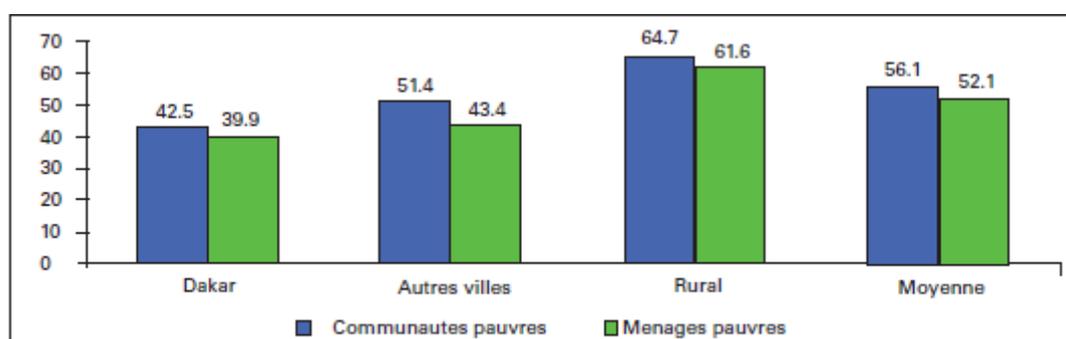
Source: Gassmann and Behrendt (2006).

Si on se réfère au tableau ci-dessus, on verra que les enfants de toute la population pauvre sont ceux qui sont les plus concernés. La pauvreté chez les enfants âgés de 0 à 14 ans a été plus élevée que la moyenne. L'écart de pauvreté (déficit moyen de revenu des pauvres par rapport au seuil de pauvreté) est également plus élevé chez les enfants. Cela montre que l'Etat ne prend pas les mesures nécessaires pour protéger les enfants qui sont les plus vulnérables à tous les risques économiques, sociaux, sanitaires. Ce faisant leur état de vulnérabilité ne cesse de s'aggraver.

<sup>15</sup> Entretien avec le directeur de la protection des droits de l'enfant  
<http://www.ruralpovertyportal.org/country/home/tags/senegal>

En fait la principale faille dans les programmes d'aide aux groupes vulnérables de l'Etat c'est qu'ils ne sont pas équitablement répartis entre les différentes régions du pays et les groupes de population. En effet la couverture actuelle ne bénéficie qu'aux travailleurs du secteur formel (20% de la population).<sup>16</sup> La zone rurale est toujours lésée alors que c'est là où se trouve la plus grande concentration de gens pauvres. Cette inégalité de ressources et richesses se voit bien à travers la figure suivante :

**Figure 1**  
**Perception de la pauvreté dans les ménages et les communautés**



Source: ESPS 2005-2006.

Il apparaît clairement dans cette figure que les pauvres pullulent au Sénégal. Mais cette figure montre que c'est aussi une question de localité : plus on s'éloigne de Dakar plus la pauvreté augmente, les ménages et communautés pauvres explosent dans la zone rurale. C'est donc là où le bât blesse en effet, la zone rurale doit être prise en charge par l'Etat pour maîtriser cette flambée de la pauvreté. Ceci permettra aussi de maîtriser la prolifération des enfants de la rue à Dakar et leur vulnérabilité. Mais jusqu'ici les programmes de développement ne s'intéressent pas à cette partie de la population alors que cela urge. On sent bien plutôt une démission de l'Etat à ce niveau. Bien sûr en 2015 le Président Macky Sall avec le PSE (Plan Sénégal Emergent) a mis en place des programmes comme :

- la couverture de maladie universelle accordant la gratuité des soins de l'enfant de 0 à 5 ans dans les structures sanitaires ;
- Les bourses et allocations familiales de 100000 frs par an<sup>17</sup> pour les ménages pauvres.

<sup>16</sup> UNICEF La protection sociale des enfants en Afrique de l'ouest étude de cas du Sénégal République du Sénégal (2006a), [http://www.unicef.org/wcaro/wcaro\\_unicef\\_odi\\_Protection\\_sociale\\_des\\_enfants\\_Senegal.pdf](http://www.unicef.org/wcaro/wcaro_unicef_odi_Protection_sociale_des_enfants_Senegal.pdf)

<sup>17</sup> La bourse de sécurité familiale. Extrait du Gouvernement du Sénégal

Malheureusement ces avancées même si elles sont significatives ne règlent pas le problème car beaucoup de ménages pauvres sont analphabètes et ne sont même pas au courant de ces mesures. En effet, les moyens d'accéder à ces mesures leur manquant suite à une sous information ou une mauvaise position (zones très enclavée), ces populations préfèrent se résigner à vivre dans la pauvreté.

Par ailleurs, l'état du Sénégal oriente le mécanisme de transfert de fonds vers des subventions qui concernent des secteurs importants mais pas prioritaires face à cette propagation de la pauvreté et de la vulnérabilité. Des questions comme les exonérations fiscales ou le carburant ne devraient pas mobiliser autant d'argent alors que la protection sociale est plus pressante. En outre, l'Etat sénégalais est trop dispendieux beaucoup d'argent est utilisé pour des questions de politique politicienne: (rencontres, meetings, création de postes pas forcément nécessaires qui coûtent cher). C'est le cas du gouvernement qui est à plus de 50 ministres. Tous ces facteurs permettent de dire que la manœuvre budgétaire du Sénégal n'est pas dirigée vers les priorités comme la protection des enfants de la rue. A cause de cela il est très difficile de réduire la pauvreté et la vulnérabilité au Sénégal.

En sus, la démission étatique se note lorsque les ONG comme ENDA TIERS-MONDE ou le SAMU SOCIAL remplacent l'Etat auprès des enfants de la rue en leur donnant un logis de la nourriture et des soins ou en les ramenant chez eux dans les zones rurales et leurs familles qu'ils avaient quitté pour une raison ou une autre. Ce faisant, toutes ces ONG qu'on a eu à approcher pour les besoins de cette étude déplorent avec beaucoup d'amertume le manque d'assistance financière de l'Etat du Sénégal « *Ce sont toujours des promesses ou des projets qui se créent à n'en plus finir mais jamais l'essentiel : l'argent.* »<sup>18</sup> Ces structures se retrouvent donc seules dans l'arène sans la moindre aide ni financière ni matérielle ; elles sont oubliées et subsistent grâce aux bailleurs de fonds et aux subventions et aux dons. L'Etat utilise l'argent mais à d'autres fins qui devraient être pourtant la protection de ces enfants vivant dans les rues.

En somme nous pouvons dire que la démission étatique est plus que notoire au vu de ce qu'on a développé plus haut elle se justifie plus par ces manquements qu'on a signalés qui sont surtout la marginalisation de la zone rurale qui est pourtant le point phare de la pauvreté

---

<http://www.gouv.sn/La-bourse-de-securite-familiale.html> Date de mise en ligne : lundi 8 avril 2013

<sup>18</sup> Propos recueillis dans les locaux par M.Diop et M. Coly respectivement animateurs à Enda et directeur technique du samu social le 05/05/15 et le 06/05/15

qui explique l'existence des enfants de la rue et leur vulnérabilité. Tant que l'Etat du Sénégal n'injecte pas la somme nécessaire qu'il faut dans les programmes d'aide et de façon efficiente les enfants de la rue ne cesseront d'être vulnérables et ne cesseront de proliférer. Cependant l'Etat n'est pas le seul responsable de cette situation déplorable. En effet la société sénégalaise est à 90% musulmane de ce fait elle accorde une place de premier choix à l'islam. Comme on l'avait expliqué plus haut si les enfants quittent leur domicile familial pour se retrouver dans la rue au départ c'est pour venir s'abreuver dans les sources saintes du coran. Ainsi partant de cette idée, beaucoup de familles acceptent et comprennent le phénomène des enfants de la rue qui mendient car cela fait partie de l'éducation coranique. Dans leur mentalité de musulmans le fait que l'enfant mendie pour manger, qu'il ne se baigne pas quand il en ressent l'envie, qu'il ne porte pas de beaux habits est justement ce qui forge l'enfant. Cela lui donne un fort caractère et il pourra à l'avenir faire face aux difficultés de la vie c'est une sorte d'épreuve par laquelle l'enfant doit passer pour devenir un homme. Cela devient de l'ascétisme.

C'est fort de ce constat qu'en général, le père de famille qui a lui-même était talibé pense qu'il est tout à fait normal que son fils le devienne à son tour errant dans les rues, mangeant ce qu'il trouve et dormant à la belle étoile. Néanmoins il s'avère qu'une question de génération et de conception du monde se pose. En effet, avant, le talibé était géré par son marabout qui le faisait mendier mais avec beaucoup de surveillance, assurant son bien-être et surtout il faisait ce pourquoi il était venu : l'apprentissage du coran. C'était la priorité absolue et l'enfant à la fin de son apprentissage rentrait chez lui en tant qu'érudit.

Seulement avec le contexte actuel, la cherté de la vie, le talibé devient un être exploitable et exploité et le coran n'est plus une priorité. Tout cela pour dire que le phénomène de talibé est fortement ancré dans les réalités culturelles et sociales du Sénégal il est difficile de le faire paraître comme quelque chose de dangereux pour la survie de l'enfant. D'ailleurs la plupart des enfants viennent de la zone rurale où ce phénomène de talibé fait partie intégrante de leur culture et de leur évolution sociale c'est une chose normale. Même si l'enfant fugue parce qu'il est maltraité certains parents le ramènent de force chez le marabout car il ne peut en être autrement.

De toute manière ce n'est pas seulement le milieu rural qui est touché car même dans l'élite dakaroise ce phénomène est accepté. Beaucoup de personnalités jouissant d'une grande considération affirment qu'ils ont eu à être des talibés dans leur jeunesse et cela ne les a pas empêchés de réussir dans la vie. Certains même se targuent de dire que cela a joué un rôle décisif dans leur existence. Il est donc très difficile d'enlever ces idées préconçues faisant

partie intégrante de la culture sénégalaise. D'ailleurs quand la loi contre la mendicité des enfants a été promulguée l'association des Imams et Oulémas de Dakar s'était insurgée contre ce fait qui était vu comme une obstruction aux valeurs sacrées du coran et de l'éducation traditionnelle. Parce que c'est ce que c'est devenu au fil des ans dans la tête de la plupart des Sénégalais : une tradition. qui les rend indifférents au sort de ces enfants. A cause de cette indifférence, la vulnérabilité des enfants de la rue ne cesse de s'aggraver car aucune action n'est faite pour stopper ce mal. Claude GIRAUD parlant de cette logique d'indifférence affirme : « *L'envie comme l'indifférence sont des logiques sociales qui semblent être sans aspérités et sans possibilités de contrôle de leur dynamique [...] l'indifférence est un négatif de l'action* »<sup>19</sup>

Josué Barboza à travers une étude faite nous explique que chez les Sénégalais musulmans ou chrétiens l'aumône que demande ces enfants est utilisée comme un moyen « *d'exorciser les mauvais sorts, de s'ouvrir les portes du bonheur, de la gloire, de la puissance, de se guérir de certaines maladies et handicaps, de résoudre certaines contradictions sociales* »<sup>20</sup> Ainsi ce n'est pas possible que les rues se vident des enfants talibés au Sénégal car leur présence est bénéfique pour certains vu les raisons que l'on vient de citer plus haut. Le constat qui s'en suit est que la société sénégalaise n'est pas émue ni choquée par l'état des enfants de la rue de ce fait rien n'est fait pour pallier ce problème ce qui a comme résultat la propagation et l'aggravation de la vulnérabilité des enfants de la rue au Sénégal. Mais C'est sans compter avec *M. Barboza* qui semble s'adresser à la société en ces termes : « *On ne naît pas enfants de la rue, la rue n'enfante pas, c'est la société par le biais de certains qui envoient l'enfant dans la rue. Ces enfants sont le produit de la société* »<sup>21</sup> Après avoir précisé le cadre de référence théorique qui va orienter cette étude, il s'avère, à présent, nécessaire de présenter l'approche méthodologie à suivre.

---

<sup>19</sup> Claude GIRAUD, *Logiques sociales de l'indifférence et de l'envie. Contribution à une sociologie des dynamiques organisationnelles et des formes de l'engagement*. Paris, L'harmattan, 2003, pp. 282-283.

<sup>20</sup> Josué Barboza. *Les talibés au Sénégal, le pour et le contre : point de vue*. EBS-FLOREFFE 2006

<sup>21</sup> Ibidem.

# DEUXIEME PARTIE :

# APPROCHE METHODOLOGIQUE

## CHAPITRE I : MATERIELS UTILISES

Cette partie est spécifiquement réservée à la récapitulation des outils de collecte, à l'histoire de la collecte des données, c'est-à-dire les différents matériels utilisés. Cette phase est essentiellement marquée par deux périodes complémentaires. Il s'agit, en premier lieu, de la partie exploratoire comme travail de recherche documentaire, et de la phase de l'enquête proprement dite. Quels ont été les outils utilisés ?

Pour entrer dans le fond de notre sujet et mieux démontrer que la démission étatique et l'indifférence de la société sénégalaise aggravent la vulnérabilité des enfants de la rue, nous avons débuté par la documentation. Nous avons ainsi effectué une série de recherches dans les bibliothèques, les librairies, les centres de documentation. Il s'agit :

- ✓ de la bibliothèque de l'université Cheikh Anta Diop
- ✓ du centre de documentation de l'ENSUT (
- ✓ de la librairie CLAIRAFRIQUE
- ✓ de la librairie QUATRE VENTS
- ✓ des parterres (bibliothèques ambulantes dont les livres sont exposés au sol dans des lieux publics)

La lecture a, dans l'ensemble, été orientée vers les ouvrages généraux et spécialisés, les articles, les revues, les mémoires, les documents...portant, directement ou non, sur les caractéristiques relatives à la vulnérabilité, à la protection sociale des groupes vulnérables au Sénégal, à la mendicité sous ses diverses formes et au rôle de l'Etat dans le développement du Sénégal.

A cette phase d'information, a suivi l'enquête. En effet, cette phase s'est déroulée au niveau de la région de Dakar, à l'hôtel de ville (la mairie), dans la commune de Guédiawaye à Dakar, à Ouakam extension à Dakar, mais aussi dans la zone rurale précisément dans la communauté rurale de Ndiaganiao dans la région de Thiès département de Mbour. Ainsi, nous nous sommes entretenus avec le directeur technique du SAMU SOCIAL à Ouakam ainsi qu'à deux membres de l'ONG un animateur et un chauffeur animateur. A ENDA TIERS-MONDE (jeunesse et action) dans la commune de Guédiawaye nous avons échangé avec le

directeur technique et deux animateurs. Nous avons pu aussi nous entretenir avec un enfant de la rue talibé âgé de onze ans approximativement. Dans la communauté rurale de Ndiagianiao nous avons discuté avec un couple dont un des enfants est à Dakar comme enfant de la rue, talibé. A la mairie de Dakar où nous nous sommes rendus plusieurs fois nous n'avons pas pu rencontrer un interlocuteur fiable puisqu'il faut un temps d'attente interminable pour obtenir un rendez-vous. Nous avons donc communiqué avec onze personnes ressources au total<sup>22</sup>.

Nous avons donc, avec ces personnes ressources, procédé à l'enquête proprement dite. Cette étape a été entamée vers la fin du mois d'avril 2015 et s'est étalée jusqu'à la fin du mois mai 2015 dans les différents lieux évoqués plus haut. Nous avons eu à nous déplacer en bus dans Dakar mais aussi à l'intérieur du pays notamment pour se rendre dans la communauté rurale de Ndiagianiao qui est une zone rurale même si elle a été très récemment érigée en commune. Pour mener à bien cette enquête, il nous a fallu utiliser des instruments et outils de collecte que sont le dictaphone ou enregistreur pour recueillir les différentes informations et aussi la vieille méthode pour avoir une trace écrite des fiches et un bic pour une prise de notes. Mais arrivée dans la zone rurale de Ndiagianiao on a dû solliciter l'aide d'une autre personne pour la traduction

---

<sup>22</sup> L'ensemble des rencontres de l'enquête se sont déroulées du 30 avril au 6 mai 2015 à Dakar et le 31 mai 2015 à Ndiagianiao.

## CHAPITRE II : METHODES UTILISEES

Dans le souci de diversifier la nature et la source des données de l'enquête, c'est-à-dire de mettre sur pied une méthodologie exhaustive et rigoureuse, nous avons fait usage des différentes techniques de collecte de données que sont : le guide d'entretien, le récit de vie, l'observation directe et le micro-trottoir.

### **A. Le guide d'entretien**

Nous avons confectionné un guide d'entretien qui se base sur une série de questions, qu'on a posées aux dix personnes ressources qu'on a évoquées plus haut. Notre choix s'est porté d'une part sur ces individus car ils sont au cœur du problème des enfants de la rue. Les directeurs techniques respectifs du SAMU SOCIAL et de ENDA TIERS-MONDE (jeunesse et action) nous ont familiarisé avec les locaux en nous faisant une visite guidée Ils nous ont également présenté les différents acteurs qui évoluent dans ce travail en chaîne. Les animateurs de terrain nous ont expliqué en quoi consistait le vrai travail de l'ONG en détaillant leur journée de travail avec les enfants des rues. Les parents interviewés nous ont livré leurs pensées et opinions sur ce fléau qui les touche puisqu'ils sont directement concernés.

D'autre part, ce choix repose sur le besoin d'obtenir des informations supplémentaires. En effet, il s'agissait, pour nous, de collecter des données de sources diverses pour avoir une vision globale sur les différentes tendances et points de vue des acteurs sur les interventions dans les rues. En outre, il était aussi et surtout question de pouvoir cerner et analyser leurs points de vue sur le degré de vulnérabilité des enfants de la rue et le rôle de l'Etat et de la société dans cette affaire. C'est ainsi que nous leur avons posé des questions et nous avons eu les réponses nécessaires sur les sujets suivants :

#### **Aux acteurs associatifs**

1. Les causes de la présence des enfants dans la rue
2. Le degré de vulnérabilité des enfants lorsqu'ils se retrouvent dans la rue
3. Les sévices, maltraitances et dangers auxquels ils font face dans la rue

4. Le rôle des parents, de la famille.
5. Leurs actions en tant que ONG en faveur des enfants
6. Leurs principales sources de revenus financières
7. Le rôle de l'Etat sénégalais dans leurs financements et besoins
8. Leurs principales difficultés dans l'exercice de leurs interventions
9. Les résultats obtenus.

### **Aux parents d'enfants de la rue**

1. Les raisons pour lesquelles leurs enfants deviennent Talibé (enfant de la rue)
2. Les relations entre les parents et leurs enfants une fois qu'ils sont dans la rue.
3. Leurs sentiments sur ce phénomène.

En fait, cette technique a été utile pour nous, parce qu'elle nous a permis d'obtenir des informations claires, concises et exhaustives sur les différents aspects de la problématique de l'étude. De plus, l'entretien est intéressant parce qu'il donne la possibilité aux interlocuteurs de répondre en toute liberté et d'aller au bout de leurs idées.

### **B. Le récit de vie**

Le récit de vie concerne un enfant de la rue dont on a recueilli des informations sur son expérience. Son récit est des plus intéressants parce qu'il est le principal concerné et il nous donne, de ce fait, des informations dont la véracité est palpable. Ainsi nous avons pu sentir sa vulnérabilité et la toucher du doigt en l'écoutant apporter un témoignage pour le moins émouvant sur les dangers qu'il encoure tous les jours dans la rue. C'est compte tenu de tout cela qu'on peut dire que cette méthode a été l'une des plus fructueuses pour notre étude.

### **C. L'observation directe**

Significativement, cette technique d'observation directe nous offre la possibilité d'enregistrer et de décrire fidèlement ce qui se déroule sous nos yeux et de saisir, exactement, les pratiques des acteurs associatifs. Elle ouvre la voie vers une analyse qui repose sur des informations observées directement auprès des personnes concernées. Elle permet donc de mieux adapter nos préoccupations aux réalités du milieu d'étude. Nous avons ainsi suivi les

enfants de la rue recueillis par le SAMU SOCIAL au sein même du local on a pu remarquer la différence avec les autres enfants de la rue qui n'ont pas eu cette chance. Ceux recueillis se retrouvent dans un environnement gai et chaleureux dans des chambres lumineuses très colorées avec des peintures et dessins exotiques. A l'heure du petit déjeuner les enfants avaient droit à une tasse de lait avec du pain beurré. Ce qui était surtout visible c'était l'insouciance et l'innocence des enfants qui se sentaient heureux de déambuler d'une pièce à une autre. Il faut ajouter que le SAMU SOCIAL a une capacité d'accueil de 36 lits, trop peu, bien sûr, par rapport à la demande et c'est là où la manne financière de l'Etat manque cruellement.

Ces quelques heures passées avec ces enfants au Samu avec photos à l'appui nous ont permis de mieux souligner les conditions déplorables dans lesquelles vivent les autres enfants de la rue. En effet, Seulement à quelques mètres du Samu nous avons suivi un groupe d'enfants pendant deux jours et nous avons noté les dangers qui les guettaient au quotidien, Certains tombant de sommeil, trouvent un coin de la rue pour se reposer sous le regard indifférent des piétons qui vaquent à leurs occupations.

#### **D. Le micro-trottoir**

Toujours dans le but de mieux cerner notre problématique, nous nous sommes intéressée à l'opinion du Sénégalais lambda afin de souligner l'indifférence de la société qui aggrave cette vulnérabilité des enfants de la rue. Cependant les points de vue diffèrent il y en a qui condamnent avec véhémence la présence des enfants dans la rue pour mendier. La raison avancée c'est que les enfants sont innocents et ne peuvent se protéger seuls dans la rue. Le principal tort a été imputé aux parents qui abandonnent lâchement leurs enfants et aux marabouts véreux.

D'autres, en revanche, pensent qu'il ne peut en être autrement parce que cela fait partie de leur religion musulmane et de leur culture d'apprendre le coran et que les plus grands marabouts respectés du Sénégal ont été des Talibé (enfants de la rue). Ils pensent que le côté dur de ce phénomène participe à forger l'enfant et cela lui rendra service plus tard même si les maltraitances sévères ont été décriées. Dans l'un et l'autre cas, le constat est le même : ce phénomène d'enfants de la rue ne disparaîtra pas de sitôt au Sénégal parce que c'est une de nos réalités et que l'Etat a peur de la réaction des communautés religieuses. A la suite de ces différentes méthodes utilisées, il serait intéressant de voir les résultats de cette enquête menée

toujours dans le but de mieux souligner la démission étatique et l'indifférence de la société dans ce problème épineux de la vulnérabilité des enfants de la rue.

# TROISIEME PARTIE : RESULTATS ET ANALYSES

Ce chapitre s'intéressera aux résultats obtenus à partir de l'enquête effectuée auprès des différentes structures évoquées plus haut afin de démontrer que la démission étatique et l'indifférence de la société aggravent le phénomène des enfants de la rue. Il s'agira de ce fait de rappeler le traitement des données à effectuer ensuite d'exploiter de manière objective nos résultats.

### **A. Le traitement des données**

Les informations recueillies au cours de nos enquêtes ont essentiellement été de nature qualitative. Elles ont été dépouillées manuellement. En fait, le dépouillement est fait de façon manuelle sur la base des informations obtenues par le biais d'un guide d'entretien. Aussi avons-nous, en premier lieu, regroupé les entretiens recueillies par localité. Les entretiens sont ensuite rangés en classes thématiques, selon les différents sujets abordés. Ainsi nous avons obtenu les thèmes suivants : la vulnérabilité des enfants de la rue, la pauvreté, la traite des enfants, la maltraitance, la mendicité, l'indifférence de l'Etat, le manque de moyens, l'indifférence de la société. Ensuite nous avons étudié les réponses données et les avons regroupées selon les rapprochements sémantiques. Cela nous a permis de sentir à travers les groupes de réponses l'urgence ou les besoins sur lesquels il faut insister. Par le biais de ces regroupements sont ressortis trois points importants qui constituent aussi les résultats de notre enquête : Le manque de soutien de l'Etat sénégalais aux différentes structures et ONG intervenant dans le phénomène des enfants de la rue au Sénégal, le manque de sensibilisation des familles sur la vulnérabilité des enfants dans les rues. La reconsidération de la forte emprise des réalités culturelles, religieuses et sociales du Senegal sur la société elle-même.

### **B. Les résultats proprement dits**

1. Le manque de soutien de l'Etat sénégalais aux différentes structures et ONG intervenant dans le phénomène des enfants de la rue au Sénégal

A travers l'enquête menée il en ressort un fait chez les acteurs associatifs rencontrés : c'est la démission ou l'indifférence notoire de l'Etat dans leur effort de s'occuper des enfants de la rue. En effet nous avons eu à faire la remarque suivante : les structures qui s'activent autour de ce problème sont toutes ou pour la plupart non gouvernementales à caractère privé. Des

structures, construites et gérées par l'Etat qui prennent en charge ces enfants, font défaut. Nous avons enquêté et fait une étude pour vérifier s'il y avait un effort de la part de l'Etat, une subvention ou un appui fort à ces structures. Mais le constat est le même il n'y a aucune aide du gouvernement. Ces ONG déplorent le désengagement de l'Etat face à cette situation. C'est ainsi qu'au SAMU SOCIAL à partir des entretiens, nous avons obtenu les informations intéressantes. En fait, le SAMU SOCIAL a été créé au Sénégal en 2003 à la demande du président de la république du Sénégal de l'époque Maître Abdoulaye Wade. La demande a été adressée au SAMU INTERNATIONAL. Paradoxalement, après s'être installée dans le pays le SAMU SOCIAL n'a bénéficié d'aucunes mesures d'accompagnement. C'est seulement en 2013, donc 10 ans après qu'un accord a été signé avec l'Etat du Sénégal stipulant qu'une aide de 30 millions de francs CFA sera versée au SAMU SOCIAL. Sur ces 30 millions le SAMU n'en a reçu que 10 millions<sup>23</sup> et cela fait deux ans maintenant. Ce sont les bailleurs de fonds, la coopération espagnole, l'AFD ou encore l'UNICEF, même si cette dernière a arrêté du jour au lendemain toute aide, qui appuient le SAMU SOCIAL mais de la part de l'Etat du Sénégal il n'y a rien.

Bien-sûr le constat est le même au niveau de ENDA (jeunesse et action) c'est une ONG présente au Sénégal depuis 1995 mais elle aussi déplore une démission de l'Etat du Sénégal car si elle recevait une aide au début de son implantation ces dernières années il n'en est plus rien aujourd'hui. De ce fait, comme le SAMU ou les autres structures existantes, ENDA ne compte que sur l'appui des bailleurs de fonds, les dons et certains organismes comme USAID. D'ailleurs il travaille avec elle pour la modernisation des daaras afin de permettre que l'éducation des talibés soit réellement prise en charge avec l'insertion du français.

Cependant l'enquête menée auprès de Enda laisse voir un autre pan de la démission étatique. En effet, il existe bien une relation de travail, de collaboration avec l'Etat précisément avec les différents ministères comme celui de la Femme, de l'Enfance et de l'Entreprenariat féminin ou encore la D.D.P.E./G.V (Direction des droits de la protection de l'enfance et des groupes vulnérables) pour ne citer que ceux-là. Mais le souci est que ce n'est que de la paperasse ils peuvent signer avec ENDA beaucoup d'accords, de projets, mais il n'y a pas de financements, pas d'argent.<sup>24</sup>

---

<sup>23</sup> Propos recueillis lors de l'entretien avec M. C. au SAMU SOCIAL le 05/05/15

<sup>24</sup> Propos recueillis lors de l'entretien avec M. D. à ENDA le 05/05/15

A ce propos dans une interview accordée au quotidien « L'observateur » N°3475 M. Niokhobaye DIOUF directeur de la D.D.P.E./G.V (Direction des droits de la protection de l'enfance et des groupes vulnérables) reconnaît le manque d'engagement de l'Etat du Sénégal sur la question des enfants de la rue et des structures les venant en aide. Aussi affirme t-il : *« J'ai eu à relever au niveau de ces structures beaucoup d'engagements, une générosité de cœur et d'esprit de la part de des gestionnaires de centre, qui n'ont ménagé aucun effort pour apporter de solutions adéquates aux problèmes des enfants qui vivent dans des situations extrêmement difficiles. Mais je n'ai pas manqué de relever des contraintes liées aux questions financières. Ces questions sont corroborées par le manque d'équipements, mais également l'insuffisance de personnels qualifiés pour répondre adéquatement aux préoccupations de ces enfants »*<sup>25</sup> Aux doléances des gestionnaires de centre dominées par le manque de soutien et d'argent de ces structures, M. DIOUF répond : *« le ministre de la femme prête une oreille attentive aux préoccupations de ces structures et les impressions que nous avons accueillies de part et d'autre lui seront rapportées et je pense qu'elle ne manquera pas, elle me l'a indiqué, d'envisager des solutions hardies pour appuyer et accompagner les centres pour la réalisation de leurs résultats »*. Cet article nous a paru intéressant car il vient corroborer les propos des agents de structures sur le désengagement du gouvernement du Sénégal et son manque de soutien total à ces ONG. De ce fait, la vulnérabilité des enfants de la rue ne fait que s'aggraver puisqu'elle n'est pas prise en compte. Mais notre enquête nous a aussi mené vers d'autres résultats comme le manque de sensibilisation, la sous information des familles face au danger qu'encourent les enfants de la rue.

**2.** le manque de sensibilisation, la sous information des familles face au danger qu'encourent les enfants de la rue.

Ainsi il s'avère que beaucoup de parents surtout ceux qui sont dans la zone rurale ne sont jamais venus à Dakar, Certains y sont venus très rarement donc ils pensent que Dakar c'est l'Eldorado. Aussi ne s'imaginent-ils pas les maux dont peuvent souffrir leurs enfants une fois dans la capitale. C'est là que les structures comme le SAMU SOCIAL ou ENDA entrent en jeu parce qu'ils ramènent souvent les enfants qu'ils ont pu approcher et recueillir dans

---

<sup>25</sup> Sophie Barro. Interview de M. Niokhobaye DIOUF directeur de la Direction des droits de la protection de l'enfance et des groupes vulnérables. In *le journal L'observateur* N°3475 page 6 paru le jeudi 23 avril 2015

leurs familles. C'est l'occasion pour eux de parler à leurs parents pour les mettre au courant de ce qui se passe réellement dans la vie de leurs enfants. Ainsi M. D. à ENDA nous parle des ces entrevues qui sont pour la plupart ponctuées de larmes. En effet, les parents peuvent rester des années sans revoir leurs enfants et lorsque c'est le cas une vague d'émotion se soulève. C'est une situation difficile surtout pour la maman par rapport au lien qui l'unit à son fils. Le père le plus souvent est plus stoïque certains même ne sont pas contents de ce retour car pour eux c'est un passage qui forme l'enfant. Mais dans tous les cas, ils ne cachent pas leur surprise lorsque ces agents leur expliquent les situations indescriptibles de froid, de faim, de maltraitance que vivent leurs enfants. Ce sentiment de surprise se change en colère lorsqu'on leur précise que ce sont les marabouts eux-mêmes qui sont les responsables. Cette réaction s'explique par le fait que les marabouts qui viennent chercher les enfants sont le plus souvent des parents ils ne peuvent s'imaginer qu'ils puissent être violents et négligents envers leur propre sang.<sup>26</sup> En plus, avant de disparaître avec eux ils leur tiennent un tout autre langage afin de gagner leur confiance.

Au SAMU SOCIAL le constat est le même la plupart des parents ne s'imaginent pas les conditions de vie atroce des enfants. Ainsi ces structures assurent la médiation avec les parents et même un suivi d'au moins deux ans pour vérifier si l'enfant n'a pas fugué ou remis à son bourreau, le marabout. De ce fait, le SAMU SOCIAL et ENDA prônent toutes les deux la méthode de prévention qui consiste à aller vers les familles pauvres et vulnérables leur parler du phénomène en les dissuadant de laisser leurs enfants devenir des talibés. Cela est le meilleur moyen de sensibiliser et d'agir en coupant le mal par la racine mais malheureusement elle n'est pas bien suivie car les moyens manquent et il n'y a pas une prise en charge par l'Etat. Entre autres des nos enquêtes est sorti un autre résultat tout aussi important

### 3. L'emprise des réalités culturelles, religieuses et sociales

Ce sont ces réalités qui pénalisent l'éradication d'un tel phénomène au Sénégal nous ne reviendrons pas sur la définition de ces réalités, mais plutôt sur le fait que cette situation a démontré l'urgence de reconsidérer ces réalités. En effet à travers la discussion que nous

---

<sup>26</sup> Propos recueillis lors de l'entretien avec M. D. à ENDA le 05/05/15

avons eue avec les parents de talibé dans la commune de Ndiaganiao, il résulte que certains parents sont toujours très ancrés dans les traditions. Nos vis-à-vis Monsieur et Madame DIOUF se sont montrés très hostiles à un changement de mentalité concernant l'apprentissage du coran. Ainsi nous avons pu constater qu'il s'agissait d'une suite logique entre le religieux, le culturel et le social. Etant profondément musulmans, ils veulent que leur enfants maîtrisent le coran pour être en accord avec les préceptes de l'islam, ensuite cette foi les pousse à diriger leur progéniture dans les daaras cela devient une tradition dans la communauté c'est l'aspect culturel. Ce fait sera adopté par la société qui finalement l'accepte et ne nourrit aucun rejet ou dégoût pour cette situation. Il s'avère, d'après notre enquête, très difficile de changer ces réalités de plusieurs d'années d'existence même si la prévention citée plus haut semble être une solution efficace, l'emprise de ces réalités dans l'esprit des Sénégalais est bien plus forte. Ce faisant, la vulnérabilité de ces enfants de la rue ne cesse de s'aggraver. Après avoir évalué des différents résultats issus de notre enquête, il serait intéressant de les discuter afin de mieux les exploiter.

## CHAPITRE II : DISCUSSIONS ET ANALYSES DES DONNEES

Au vu des résultats que nous avons obtenus il apparaît clairement que l'Etat sénégalais manque à ses devoirs. L'inefficacité de ses politiques d'aide au développement n'est que la partie visible de l'iceberg il y a surtout un manque d'initiative et de volonté manifestes à endiguer ce mal qui est la vulnérabilité des enfants de la rue. Même les ONG et structures qui viennent l'aider dans cette tâche ne reçoivent pas l'attention qu'il faut pour trouver ensemble des solutions. Pendant ce temps ce phénomène ne cesse de s'aggraver car les enfants prolifèrent dans les rues de Dakar s'exposant à tous les dangers comme l'affirme Mme MB. à ENDA

*« C'est parce que cette situation s'aggrave qu'il y a cette prolifération car maintenant il y a des conséquences néfastes à cette latence cette négligence, c'est le système de traite. Ce sont des enfants qu'on fait venir des pays de la sous-région comme le Mali la Guinée afin de venir mendier dans les rues de Dakar pour des individus qui les ont soit kidnappés soit achetés. De ce fait sachant qu'il n'a pas de risques de se faire attraper au Sénégal vu le phénomène des enfants de la rue et de la mendicité, ces personnes peuvent tranquillement faire prospérer leur commerce ignoble dans notre pays » (Extrait de l'entretien avec Mme MB. à ENDA, Dakar, le 6 mai 2015)*

Ces propos édifiants nous ont poussé à penser à un aspect terrible de ce phénomène il devient criminel s'il faut kidnapper ou acheter des enfants, les exploiter pour les besoins d'adultes crapuleux. Si le Sénégal ne réagit pas très vite jusqu'où ces gens iront ? Qui protégera ces enfants qui ont le droit d'être protégés ? La plupart de ces ONG reconnaissent l'urgence de la situation et pensent qu'un petit effort du gouvernement pourrait faire un grand bien. Elles n'ont pas manqué de revenir sur la loi contre la mendicité qu'a adopté le Sénégal. M. D. s'y prononce :

*« Pendant cette semaine où on en a parlé on pouvait faire des kilomètres dans les rues de Dakar sans voir traîner des enfants de la rue. C'est dire que leurs marabouts et leurs bourreaux ont*

*sentir la menace et ont eu peur de faire attraper. Cela montre que si l'Etat le veut il peut éradiquer ce phénomène. Mais on a remarqué que deux semaines plus tard les enfants avaient investi les rues à nouveau parce qu'il n'y avait pas la rigueur qu'il fallait pour implanter et faire respecter une telle loi ici » (Extrait de l'entretien avec M. D. à ENDA, Dakar, le 6 mai 2015)*

Quoiqu'on dise donc la responsabilité de l'Etat est prise en compte et une démission se fait sentir non seulement par le manque d'engagement envers ces structures mais aussi envers cette tranche de la population car on sait que l'Etat a reculé avec cette loi pour ne pas faire face à la communauté musulmane dirigée par les imams qui ont élevé la voix contre une telle loi. Mais le rôle de l'Etat n'est-il pas de gouverner dans l'impartialité ? Entre la vulnérabilité ou même la vie d'êtres innocents et l'ego d'adultes coincés dans leurs pratiques, l'autorité suprême ne devrait pas hésiter.

Ce qui est le plus extraordinaire dans notre enquête avec ces ONG comme le SAMU et ENDA c'est que malgré la désolidarisation de l'Etat ils ne pensent pas une seconde reculer devant le manque de moyens ou d'aide gouvernementale. Ils restent fixés à leur objectifs sauver le plus d'enfants possible. Malheureusement la politique d'autruche que mène l'Etat sénégalais au lieu de leur faciliter la tâche la complique. En effet M. C. avec qui on s'est entretenu au SAMU explique à quel point leur travail est ardu à cause du manque de moyens :

*Ici au SAMU nous avons une capacité d'accueil de 25 lits chacun son lit mais lorsqu'il ya une recrudescence on ne peut pas se permettre de nous limiter à ce nombre c'est l'armée française nous a fait un don de lits pliants que nous utilisons qui nous fait atteindre au moins 37 lits (Extrait de l'entretien avec M. C. au SAMU, Dakar, le 5 mai 2015)*

En entendant ces propos il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire et que surtout il n'y a pas assez de soutien parce que 25 à 36 lits ne peuvent pas régler le problème de centaines d'enfants. Et on se pose la question où est l'Etat, que fait-il ? Si l'armée française réagit que fait notre armée à nous les principaux concernés pourquoi laissons-nous les autres agir à notre place ? Et du fait de ce manque de places le SAMU ne peut pas se permettre de retenir les enfants trop longtemps donc ils enclenchent le phénomène de médiation pour permettre à l'enfant de retourner chez soi après avoir étudié si l'environnement est propice à

l'accueil. Mais il faut le dire c'est aussi un moyen de libérer de l'espace pour d'autres enfants. Ce qui montre à quel point la situation est critique.

On note surtout que cette démission de l'Etat n'a qu'une conséquence et des plus négatives c'est l'aggravation de la souffrance, de la fatigue, de l'exploitation et donc de la vulnérabilité des enfants de la rue. Cependant dans nos résultats nous avons pu relever un autre fait la sous information de plusieurs parents qui laissent leurs enfants aux mains de marabouts cupides et véreux. Le milieu rural où ils sont enterrés ne leur permet pas d'être au courant de ce qui se passe réellement. Mais malgré cette sous information nous pensons quand même que l'instinct maternel ne devrait pas permettre à une mère de manger, dormir, de vivre tout simplement sans savoir pendant des années si son enfant va bien. Alors même s'il ya manque d'information pour certains pour d'autres c'est autre chose car comme l'affirme M. Barboza « *il y a deux catégories de parents de talibés: les conservateurs attachés à leur culture et les parents démunis* »<sup>27</sup>. De ce fait, il semble que malgré ce manque de sensibilisation il y a des raisons évidentes dues aux conditions de vie dans le milieu rural à savoir la pauvreté comme on a eu à l'expliquer plutôt.

Puisque ce manque d'information est une des conséquences évidentes de la prolifération des enfants dans les rues, il vaut mieux y mettre un terme et c'est ce que ces ONG ont compris en mettant en avant la prévention. D'après nos interlocuteurs c'est un début de solution car certains parents se rendent compte de leurs erreurs et changent de comportement vis-à-vis de leurs enfants. Mais ces agents peuvent-ils parcourir toutes les zones touchées du Sénégal pour sensibiliser les populations cela semble presque impossible c'est pourquoi Mme MB. d'ENDA s'exprime ainsi :

*« Cette méthode de prévention si on pouvait l'élargir pour en faire une campagne dans tout le Sénégal, ce serait bénéfique pour réduire suffisamment le nombre d'enfants se trouvant dans les rues ; parce que cette ignorance des parents existe réellement. Nous qui sommes en contact avec eux surtout dans la zone du Sud comme Kédougou, Tamba, savons bien que pour la plupart ils pensent que leurs enfants sont en train d'apprendre le coran selon les préceptes de l'islam. Ce qu'ils ne savent pas c'est que les aspirations des marabouts ont changé et*

---

<sup>27</sup> Josué Barboza. *Les talibés au Sénégal, le pour et le contre : point de vue. EBS-FLOREFFE, 2006*

*qu'ils sont plus intéressés par le profit qu'ils pourront tirer de l'enfant que son éducation ou son bien-être » (Extrait de l'entretien avec Mme. MB. à ENDA, Dakar, le 6 mai 2015)*

Une forte mobilisation du gouvernement sénégalais aurait permis de mieux prendre en compte cette méthode de prévention car il ne passe jamais de publicité à la télé montrant les situations d'extrême vulnérabilité des enfants de la rue. Nous pensons que c'est plus rapide pour éveiller les parents sur la réalité ensuite la plupart des communautés rurales sont électrifiées et que le message devrait donc passer. Autant le Sida ou les maladies sexuellement transmissibles monopolisent l'attention de l'Etat au point de faire des publicités et campagnes de grande envergure, autant la question de la vulnérabilité des enfants de la rue devrait mériter toutes les attentions. Malheureusement les enquêtes effectuées nous ont montré qu'il n'en était rien. La société sénégalaise ne fait rien pour aussi stopper ce phénomène parce qu'elle est sous l'emprise totale des réalités culturelles, religieuses, sociales totalement obsolètes. En effet la conservation des traditions est un fait typique de nos sociétés africaines. C'est justement cet esprit conservateur qui explique que certains parents ne voudront jamais se dessaisir de la tradition selon laquelle un fils de musulman doit apprendre le coran dans la douleur pour faire de lui un homme et un bon musulman. Dans l'entretien qu'on a eu avec M. et Mme DIOUF nous avons noté effectivement de la part de la maman une certaine peine qu'on ne note pas chez le père qui s'exprime ainsi :

*« Moi qui suis le père de A. j'ai été moi-même enfant de la rue c'est une vie très difficile semée d'embûches mais je ne le regrette pas regardez ce que je suis devenu un père de famille respecté et respectable mon père avant moi l'a été. Nous sommes tous passés par là dans la famille alors pourquoi pas A ? C'est difficile je le comprends mais ce sera bénéfique pour lui. J'appelle souvent son marabout et il me dit qu'il va bien et je le crois » (Extrait de l'entretien avec M. D. a Ndiagianao, le 31 mai 2015)*

Ces propos laissent voir une certaine fermeté de la part du père. Dans sa mentalité c'est son devoir de perpétuer la tradition familiale et malheureusement il est en train de comparer sa situation de talibé il y a 20 ans et celle de maintenant où comme on l'a déjà expliqué les choses ont changé. Ce qui est surtout choquant c'est lorsqu'il affirme qu'au lieu de parler à son fils, il parle à son marabout cela veut dire que les propos du marabout sur son fils lui suffisent. Il y a donc une certaine confiance aveugle au marabout qui l'empêche de voir les choses telles qu'elles sont. On se demande si réellement ce père de familles aux idées

statiques comprendra un jour la misère de son fils et l'importance de cette question. La maman quant à elle laisse percevoir son amertume et sa tristesse ; mais bien sûr que peut-elle y faire puisqu'en Afrique la voix de la femme ne compte pas les décisions, sont prises par le mari et elle ne fait que se soumettre c'est ainsi qu'elle se confie à nous:

*« Si cela ne dépendait que de moi il resterait près de moi pour apprendre le coran car nous avons aussi des hommes de Dieu ici capables d'enseigner la parole de divine. Mais c'est son père qui a voulu qu'il aille à Dakar, je n'y peux rien et il me manque beaucoup... »* (Extrait de l'entretien avec Mme. D. à Ndiagianio, le 31 mai 2015)

C'est à cause de ces croyances fortement ancrées dans la tête des sénégalais qui font que les gens ne s'offusquent pas de voir un talibé marchant pieds nus entrain de mendier dans les rues. Si ce fléau ne soulève pas une indignation générale il sera difficilement combattu. C'est peut-être même ce qui conforte l'Etat sénégalais dans son silence, tant que cela ne crée pas un tollé général il n'y a pas encore d'urgence et nous devenons une société conformiste, de complaisance, attentiste qui préfère être observatrice plutôt qu'actrice.

## CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Ce travail s'est basé sur l'étude de la responsabilité de l'Etat mais aussi de la société sur ce problème épineux et typique au Sénégal : la prolifération des enfants de la rue et leur vulnérabilité. Autrement dit, il s'agissait de mettre en exergue la démission étatique et l'indifférence de la société sénégalaise qui aggravent la vulnérabilité des enfants de la rue. C'est ce qui nous a amené à formuler la question de recherche suivante : comment l'Etat sénégalais gère ce phénomène et quels ont été l'impact des réalités culturelles sociales et religieuses sur l'état d'avancement de la vulnérabilité des enfants.

Pour apporter des éléments de réponse à cette question, nous avons été amenée à effectuer des recherches auprès des acteurs des ONG qui travaillent dans la lutte contre ce phénomène au Sénégal ; auprès des parents d'enfants de la rue et auprès même des enfants de la rue. Nous n'avons pas eu de contact visuel avec les autorités car toute tentative a échoué aucune suite n'a été donnée à notre demande, mais nous sommes informée par la documentation sur les actions de l'Etat dans ce domaine. Ainsi, nous avons fait recours à quelques outils de collecte de données qualitatives, certes différents mais complémentaires, qui ont permis d'observer les tendances suivantes.

- Une totale démission de l'Etat sur cette question qui s'explique par un manque de soutien notoire et inconditionnel aux structures d'accueil et aux acteurs qui s'investissent pour l'éradication de ce mal au Sénégal. Il a été démontré que ces derniers ne bénéficiaient pas d'une aide financière ou matérielle qui pût leur permettre de mieux faire face à cette situation. D'un autre côté outre ce manque de soutien de l'Etat est ponctué par une mauvaise politique d'aide au développement comme nous avons eu à le démontrer. La principale cause de ce phénomène reste la pauvreté surtout dans la zone rurale ce qui occasionne le flux migratoire vers Dakar et les enfants deviennent des moyens lucratifs sous couvert de l'apprentissage du coran. Ainsi il y a une inefficacité des programmes d'aide à la protection sociale d'après les études menées plus haut il ya une mauvaise répartition de ces aides auxquelles les plus nécessiteux n'accèdent pas. Par ailleurs, il a été aussi démontré que l'Etat sénégalais pour réduire l'écart de pauvreté ne s'orientait pas vers la bonne direction. En effet, la manœuvre

budgétaire est orientée vers des secteurs qui ne sont pas plus prioritaires que la protection des enfants. D'ailleurs dans le tableau1 de notre recherche il est démontré que ces sont les enfants de 0 à 14 ans qui souffrent le plus de cet état de vulnérabilité et de pauvreté. En fait tout ceci nous a amené à un résultat la vulnérabilité des enfants de la rue ne cesse de s'aggraver car il ya un échec de la politique de protection du gouvernement sénégalais.

- Mais toujours dans notre étude nous avons pu démontrer que l'Etat n'était pas le seul responsable la société sénégalaise aussi y a une grande part de responsabilité. Pour le démontrer nous sommes intéressés aux réalités culturelles sociales et religieuses au Sénégal. Ainsi il s'avère que le Sénégal est un pays majoritairement musulman de ce fait l'apprentissage du coran fait partie des préceptes de l'islam à respecter ce faisant tout bon musulman qui se respecte doit déroger à cette règle.

C'est la raison pour laquelle certains parents n'ont aucun scrupule à laisser leurs enfants aux mains des marabouts qui les amène à Dakar pour soit disant apprendre la parole de Dieu. C'est cette même foi qui pousse aussi la société à ne pas considérer les enfants de la rue mendians comme une chose abominable. En effet selon eux la voie de Dieu doit être semée d'embuches et c'est ce qui forgera plus tard ces enfants. L'enquête menée auprès des parents directement concernés don l'enfant se trouve à Dakar nous a permis de mesurer la véracité d'une telle réalité. D'une réalité religieuse, c'est devenu finalement une réalité culturelle et finalement sociale. Justement pour parler de ce caractère social il ya des parents et marabouts véreux qui utilisent les enfants comme des machines à monnaie. C'est principalement ce qui explique la prolifération de ce phénomène des enfants de la rue au Sénégal parce qu'elle est avantageuse et lucrative pour ces adultes. Mais pour les enfants elle est un véritable danger au quotidien car dans la rue tout peut leur arriver et ils sont trop petits pour se protéger. Malheureusement l'amer constat qu'on a pu faire au Sénégal c'est que le phénomène ne peut s'endiguer aussi facilement car il est très ancré dans la culture sénégalaise ce qui constitue un handicap de taille.

En somme cette question de la responsabilité étatique et sociale nous a permis aussi de relever à travers les dangers que courent ces enfants de la rue un autre danger vu que la prolifération est notoire c'est celui de la constitution de réseaux hyperpuissants dans la traite des enfants. En effet nous avons déjà noté une traite d'enfants venus de la sous région, qui s'opère clandestinement. Si l'Etat n'en fait pas une priorité et que les mentalités ne changent pas on pourra parler bientôt de réseaux de traite d'enfants à une échelle plus importante que

ce qui se passe déjà. De ce fait il ne s'agira plus de questions de vulnérabilité des enfants de la rue mais plutôt d'annihilation des enfants de la rue. C'est qui nous amène à dire qu'il faut plus de législation de coercition car c'est une enfance volée, un viol des droits de l'enfant. Il faut donc, que l'Etat impose des lois fermes qui considèrent le phénomène des enfants de la rue comme un crime passible de prison. Surtout nous recommandons la création de maisons d'accueil diurnes ou nocturnes permettant pendant 24h de donner un logis, un repas, une douche sous forme de plaque tournante. Il faut que l'Etat pense à la création de couverture médiatique avec l'aide d'ONG œuvrant dans ce sens comme Human Right Watch ou la RADDHO au Sénégal pour attirer l'attention, des chiffres et statistiques à l'appui, sur l'état déplorable des enfants de la rue au Sénégal. Il faut également penser au désengorgement de Dakar, une redistribution des ressources économiques et des infrastructures vers le milieu rural à travers une décentralisation afin de limiter le surpeuplement dans la capitale.

## BIBLIOGRAPHIE GENERALE

BARBOZA (J), *Les talibés au Sénégal, le pour et le contre : point de vue. EBS-FLOREFFE, 2006.*

BARRO (S), Interview de M. Niokhobaye DIOUF directeur de la Direction des droits de la protection de l'enfance et des groupes vulnérables. In *le journal L'observateur N°3475*

BADIANE (W) et alii, « *Population et Développement : quelles politiques ?* » in : *Sénégal : trajectoire d'un Etat.* Dakar, CODESRIA, 1992.

BOUDON (R), *Effets pervers et ordre social.* Paris, PUF, 2<sup>ème</sup> édition, 1993.

DAHOU (Tarik), « De l'encadrement à la libéralisation. Les pouvoirs locaux se réapproprient le développement rural... », In *La société sénégalaise entre le local et le global* (Ouvrage collectif sous la direction de Momar Coumba DIOP). Paris, Karthala, 2002.

DIENG (A.A), *Le Sénégal à la veille du troisième millénaire.* Paris, L'Harmattan, 2000.

ELA (JM), *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire.* Paris, Harmattan, 2000.

GIRAUD (C), *Logiques sociales de l'indifférence et de l'envie. Contribution à une sociologie des dynamiques organisationnelles et des formes de l'engagement.* Paris, L'harmattan, 2003.

KI-ZERBO (Joseph), (ouvrage collectif sous la direction de), *La natte des autres.* Dakar, CODESRIA, 1992.

NIANG (A), « Evolution des associations en milieu urbain au Sénégal », in : *Le associazioni contadine a base in Africa sub-sahariana quaderni 4.* Torino, L'Harmattan Italia,

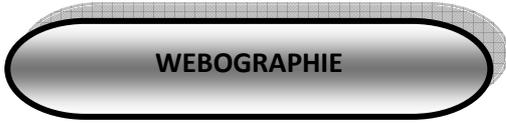
SARDAN (J.P.O de), *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social.* Paris, Karthala, 1995.

STIGLITZ. Joseph. E. *La grande désillusion.* Paris, lgf/Le livre De Poche, 2003.

VELIS Jean-Pierre, *Fleurs de poussière, Enfants de la rue en Afrique,* Editions UNESCO (français, anglais), 1993.

TESSIER (Stéphane sous la direction de), *A la recherche des enfants des rues,* Editions Karthala (français), 1998.

*Dans la rue avec les enfants, Pro grammes pour la réinsertion des enfants de la rue,* Editions UNESCO / BICE (français, anglais, espagnol), 1995.



## WEBOGRAPHIE

1. [-www.wikipedia.org](http://www.wikipedia.org)
2. <http://www.ruralpovertyportal.org>
3. <http://www.gouv.sn/La-bourse-de-securite-familiale.html>
4. <http://www.unicef.org>
5. <http://www.unesco.org>
6. <http://worldnews-aliawa.blogspot.com>
7. <http://www.onpes.gouv.fr>
8. <http://www.rfi.fr/afrique>

## **Annexe 1 : Thèmes du guide d'entretien**

### **Thèmes du guide d'entretien :**

1. Les causes de la présence des enfants dans la rue
2. Le degré de vulnérabilité des enfants lorsqu'ils se retrouvent dans la rue
3. Les sévices, maltraitances et dangers auxquels ils font face dans la rue
4. Le rôle des parents, de la famille.
5. Leurs actions en tant que ONG en faveur des enfants
6. Leurs principales sources de revenus financières
7. Le rôle de l'Etat sénégalais dans leurs financements et besoins
8. Leurs principales difficultés dans l'exercice de leurs interventions
9. Les résultats obtenus.
10. Les raisons pour lesquelles leurs enfants deviennent Talibé (enfant de la rue)
11. Les relations entre les parents et leurs enfants une fois qu'ils sont dans la rue.

## **Annexe 2 : Le récit de vie**

### **1- : Récit de vie de S. K, 11 ans, enfant de la rue (talibé) depuis l'âge de 6 ans (Ndiagianiao, le 31 mai 2015)**

Je ne me rappelle pas exactement de mes parents je connais leurs noms mais j'ai presque oublié leurs visages car cela fait longtemps que je ne les ai pas vus. Je me rappelle toujours le jour où je devais venir à Dakar avec Thierno (son marabout). J'étais très excité et content de venir car on m'a dit qu'à Dakar il y a de grandes maisons, des voitures et je voulais voir tout cela. Mais quand il a fallu partir j'ai beaucoup pleuré car je ne voulais pas quitter ma mère. Une fois à Dakar Thierno nous a expliqué qu'on devait nous prendre en charge en allant mendier pour manger. Au début c'était pour manger seulement mais après quelques temps il nous a dit qu'il fallait rapporter de l'argent pour nous permettre de bien vivre. Au début c'était 100frs qu'il fallait apporter chaque soir mais après c'était 200frs et aujourd'hui on est à 500 frs par jour. Mais les 500frs on les partage car Thierno nous

demande 300frs mais il y a le « ndiatigué » le plus âgé du groupe qui est le bras droit du chef qui nous demande aussi 200 frs ou au moins 100 frs chacun. C'est parfois très difficile de trouver cette somme. Si on a pas réuni la somme on donne ce qu'on a, on peut être battu par les plus grands sous l'ordre de Thierno ou si on a de la chance ils oublient. Les plus grands sont plus méchants que Thierno, ils ne pardonnent rien. Quelquefois je pense à retourner au village mais je ne sais pas où il se trouve, je ne m'en rappelle plus. La rue est très difficile car c'est la loi du plus fort il faut savoir se battre sinon tout le monde te tape dessus. J'ai vraiment peur des voitures quand il faut traverser la route il y a beaucoup de voitures à Dakar. Quand je vois les enfants de mon âge qui vont à l'école française, j'ai envie de faire comme eux mais ce n'est pas possible ; mais j'attends encore quelques années quand je serai plus grand je vais quitter pour rentrer chez moi car franchement c'est dur. Les grands nous envoient faire des tâches pour eux et ils nous traitent méchamment. Dans la rue on peine pour trouver l'argent on nous donne souvent en aumône des aliments, des habits, mais pas beaucoup d'argent. Il y a des journées où on gagne beaucoup et d'autres où on a rien. Quelquefois dans la rue certaines personnes nous chassent ou nous insulte parce qu'on demande trop d'argent ou alors on fait trop de bruit en récitant les versets coraniques. La vie d'un talibé est très difficile j'aimerais retourner dans ma vraie famille un jour. Cependant j'ai des amis que j'aime beaucoup ici.

### **Annexe 3 : Le micro-trottoir**

Micro-trottoir effectué sous l'anonymat des personnes interrogées (fait à Dakar le 07mai 2015)

- Que vous inspirent tous ces enfants dans la rue qui mendient ?
- Selon vous la faute incombe à qui ?
- Quel est le rôle que l'Etat devrait jouer dans tout cela ?
- Comment explique-t-on que ce phénomène soit si développé au Sénégal ?
- Peut-on dire que la société est responsable de cette situation ?
- Pensez-vous qu'un jour il n'y aura plus de talibé au Sénégal ?